

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)
N° DC005_2025

Type de procédure :

*Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1
du code de la commande publique*

OBJET DU MARCHÉ :

**TRAVAUX DE SÉCURISATION – CLÔTURES
DE LA CASERNE DE GENDARMERIE DE CASSIS (13)**

Acheteur / Maître d'ouvrage (MOA):

*Commandant de la région de gendarmerie PACA
162, avenue de la Timone
13387 MARSEILLE Cedex 10*

Ordonnateur secondaire :

*Secrétariat Général pour l'Administration du
Ministère de l'Intérieur Sud
Centre de services partagés CHORUS
299 chemin de Sainte Marthe – CS 90495
13313 MARSEILLE CEDEX 14
sgamisud-dagf-csp-polemarches@interieur.gouv.fr*

Comptable Assignataire :

*Direction régionale des finances publiques
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
183 Avenue du Prado
13357 MARSEILLE CEDEX 20*

Correspondant technique :

*Service des affaires immobilières
171 avenue de Toulon
13010 MARSEILLE
04 96 20 78 07
sai.ggd13@gendarmerie.interieur.gouv.fr*

Correspondant administratif :

*RGPACA - BBA - Section administration
162 Avenue de la Timone – CS 90086
13387 MARSEILLE Cedex 10
Tel : 04.91.85.73.08
sa.bba.rgpaca@gendarmerie.interieur.gouv.fr*

Correspondant technique du site :

MAJOR RAFFIN François / MAJOR LE GALLO Hervé : 04 42 01 90 22

Imputation Budgétaire :

ÉTAT – GENDARMERIE – CRÉDITS BUDGÉTAIRES – Programme 152 - AG308 SÉCURISATION

NOMENCLATURE CPV :

45421140-7 : Pose de menuiseries métalliques, excepté portes et fenêtres

GM :

37.03.02 : Petit travaux de menuiserie (bois, aluminium, pvc)

Le présent C.C.T.P. comporte 10 pages numérotées de 1 à 10 + 7 annexes

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 – LIEU, DÉLAI D'EXÉCUTION ET DURÉE D'EXÉCUTION.....	3
3.1. LIEU D'EXÉCUTION.....	3
3.2. DÉLAI D'EXÉCUTION ET DURÉE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 4 – GÉNÉRALITÉS.....	3
ARTICLE 5 – CONNAISSANCE DES LIEUX – PRISE DE POSSESSION DE CHANTIER.....	3
ARTICLE 6 – FORMALITÉS PRÉLIMINAIRES – OBTENTION DES AUTORISATIONS.....	4
ARTICLE 7 – CONTRAINTES COMMUNES À L'ENSEMBLE DES OUVRAGES.....	4
7.1. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.....	4
7.2. PROTECTION DES PERSONNES ET DES OUVRAGES.....	4
7.3. ÉCHANTILLONS ET PROTOTYPES.....	4
7.4. QUALITÉ ET ORIGINE DES MATÉRIAUX.....	4
ARTICLE 8 – PRESCRIPTIONS DES DESCRIPTIFS.....	5
ARTICLE 9 – CONDUITE DE CHANTIER.....	5 à 7
9.1. RÉUNIONS DE CHANTIER.....	5
9.2. DÉGRADATIONS ET RÉPARATIONS.....	5
ARTICLE 10 – NORMES ET RÈGLEMENTS PARTICULIERS.....	7
ARTICLE 11 – INSTALLATION DU CHANTIER.....	7
11.1. ORGANISATION DE CHANTIER.....	5
11.2. ALIMENTATION EN ÉLECTRICITÉ.....	6
11.3. ALIMENTATION EN EAU.....	6
11.4. ACCÈS CHANTIER.....	6
11.5. DÉLIMITATION DU CHANTIER ET SIGNALISATION.....	6
11.6. LOCAUX DE CHANTIER.....	6
11.7. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES – GESTION DES DÉCHETS.....	6
ARTICLE 12 – CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	8 à 10
12.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	8
12.2. PRESCRIPTION DE MISE EN ŒUVRE.....	8
12.2.1. Installation de chantier – Accès chantier – Documents tenus.....	10
12.2.2 Nettoyage de chantier.....	10
12.3. Descriptif des travaux – caserne de Cassis.....	8
ARTICLE 13 – REMISE DES INSTALLATIONS À LA FIN DES TRAVAUX.....	10
ARTICLE 14 – RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	10
ARTICLE 15 – ANNEXES	
Annexe 1. Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)	
Annexe 2. Plan de masse	
Annexe 3. Plan zone 1	
Annexe 4. Plan zone 2 et 3	
Annexe 5. Attestation de visite	
Annexe 6. Fiche SST	
Annexe 7. Mémoire de jugement technique	

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent cahier des clauses techniques particulières est un marché de travaux relatifs à la sécurisation passive de la caserne de gendarmerie de CASSIS (13260), comprenant une remise à niveau de la sécurité périmétrique.

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ

Ce marché n'est pas alloti.

Il comprend 1 tranche ferme

ARTICLE 3 – LIEU, DÉLAI D'EXÉCUTION ET DURÉE D'EXÉCUTION

3.1. Lieu d'exécution

Caserne de gendarmerie de CASSIS– 29 rue de la Ciotat - 13260 CASSIS

3.2. Délai d'exécution et durée du marché

Se référer aux documents du marché.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Les travaux d'exécution débuteront après la période de préparation à la date fixée sur un ordre de service pour la durée d'exécution mentionnée sur les documents du marché.

Le titulaire produira un calendrier d'exécution détaillé.

ARTICLE 4 – GÉNÉRALITÉS

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de préciser les dispositions techniques relatives à l'exécution des travaux mentionnés à l'article 1 du présent document et de renseigner les entrepreneurs sur la nature, le nombre et les dimensions des ouvrages à exécuter (à titre indicatif) .

Ce document devra être impérativement contrôlé par une visite des différentes zones avant chiffrage.

En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans ces documents, les entrepreneurs sont dans l'obligation d'obtenir du maître d'ouvrage toutes les précisions ou tous renseignements complémentaires nécessaires et de prévoir dans leur offre tous les travaux indispensables à la bonne exécution des ouvrages.

L'entrepreneur titulaire du marché ne pourra pas, par conséquent, faire état ultérieur d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour ne pas exécuter les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Aucun des travaux supplémentaires provenant d'erreurs ou omission ne pourra faire l'objet d'un quelconque supplément de prix.

Les entreprises ont une obligation de conseil, particulièrement si le présent CCTP, est en contradiction avec les normes, réglementation ou directives en vigueur. Des précisions pourront être apportées dans le mémoire technique.

ARTICLE 5 - CONNAISSANCES DES LIEUX – PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis un acte d'engagement :

- s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux (une **attestation de visite** du site **prévue au CCTP** sera visée par l'entrepreneur et le responsable technique considéré). Elle sera à joindre obligatoirement au dossier de candidature) ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui lui sont attachées (conditions d'accès, d'approvisionnements, stockage...) ;
- avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution et des conditions de phasage, afin de prévoir à son offre toutes incidences de coût pour toutes solutions particulières avec moyens adaptés, notamment la mise en place d'un moyen de levage pour l'approvisionnement des matériels ;
- avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution des travaux pour le respect des réglementations relatives à la sécurité du travail, des personnes présentes sur le site et de l'incendie ;
- connaître les disponibilités en eau, énergie électrique...
- avoir pris connaissance des diverses plantations, afin de respecter au mieux les espaces paysagers existants.
- en résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris parfaitement connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.
- cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- vérification des métrés, cotes et quantitatifs ;
- accessibilité pour laisser un site clos tout au long des travaux ;
- tous autres constats que l'entrepreneur pourra faire ;
- tous les documents graphiques remis au titulaire pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner avant tout commencement d'exécution.
- ces documents ne doivent en aucun cas être considérés comme des plans d'exécution d'entreprise. Le titulaire devra vérifier que toutes les indications fournies correspondent bien à la réalité, aux obligations des pièces écrites et de la réglementation.

De plus, l'entrepreneur ne pourra arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

ARTICLE 6 - FORMALITÉS PRÉLIMINAIRES – OBTENTION DES AUTORISATIONS

Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer, en temps utile, toutes les démarches et toutes les demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

ARTICLE 7 - CONTRAINTES COMMUNES À L'ENSEMBLE DES OUVRAGES

La liste des textes énoncés ci-après n'est pas exhaustive et ne constitue qu'un rappel des principales réglementations applicables aux installations :

- règlement sanitaire départemental ;
- les textes réglementaires sur la législation du travail et la protection des travailleurs ;
- les recommandations et règles techniques des divers organismes agréés ou professionnels ;
- les arrêtés, décrets et circulaires ministériels en vigueur en France ;
- les normes françaises ou de la communauté européenne ;
- les documents techniques unifiés ;
- les règles de l'art.

D'une manière générale, l'entreprise devra se conformer aux textes législatifs et administratifs de caractère national, départemental et municipal.

7.1. Hygiène et sécurité

L'entreprise titulaire du marché devra, en collaboration avec le responsable technique du site, prendre toutes les mesures qui s'imposent en matière de protection.

A l'occasion de la première réunion de chantier, un plan de prévention et de circulation seront rédigés pour chaque opération conformément aux textes en vigueur.

Les travaux se déroulant en site occupé, les risques d'interférences devront être identifiés et toutes les mesures visant à les limiter devront être mises en place.

L'entrepreneur est tenu de respecter les règles d'hygiène en vigueur et en matière de sécurité et de protection de la santé, tous les frais s'y rapportant sont à la charge de l'entrepreneur.

7.2. Protection des personnes et des ouvrages :

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler en hauteur, conformément à la réglementation en vigueur :

- décret 2008-244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail et notamment la section 8 précisant les dispositions particulières applicables à l'exécution de travaux temporaires en hauteur et à certains équipements de travail utilisés.

L'entrepreneur devra assurer la conservation sans dommage des ouvrages existants contigus. Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux où sont réalisés les travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, le stockage des matériaux et la sortie des gravois. Pour les travaux dégageant de la poussière, l'entrepreneur prendra toutes les mesures pour éviter la propagation par la mise en place d'écrans en bâche, film vinyle voire l'emploi d'extracteurs si nécessaire.

Celui-ci devra également prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la protection des personnes, à savoir :

- la pose et l'entretien de toute la signalisation nécessaire pour assurer la sécurité, notamment les interdictions d'accès au chantier et ce même si le bâtiment est inoccupé,
- le nettoyage général et parfait du chantier,
- l'entretien et la conservation pendant toute la durée du chantier des dispositifs de protection des personnes est sous la responsabilité de l'entrepreneur ainsi que la signalisation des parcours destinés aux usagers des abords immédiats du chantier.

- le stockage des matériaux, outils et engins est interdit à l'extérieur de l'enceinte du chantier. Des emplacements à cet effet auront été matérialisés lors de la visite préparatoire au chantier et à l'établissement du plan de prévention.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans les prix du marché.

7.3. Échantillons et prototypes

L'entreprise devra présenter tous les échantillons demandés par le Maître d'œuvre.

Les échantillons seront présentés sur des surfaces significatives type présentoirs, ou sur place dans des conditions réelles d'exécution.

L'entrepreneur devra l'exécution de tous les échantillons demandés par le Maître d'œuvre jusqu'à l'obtention de l'agrément.

L'exécution des opérations définitives ne pourra se faire qu'après l'agrément du Maître d'œuvre.

7.4. Qualité et origine des matériaux

Indépendamment de leur conformité avec les règlements et textes précités, les matériaux et les fournitures employés seront toujours neufs, d'un type normalisé de première qualité et mis en œuvre avec le meilleur fini, suivant les règles de l'art et les prescriptions des fabricants.

Pour les matériels spécifiques, l'entrepreneur fournira dans son offre, une documentation complète, accompagnée des caractéristiques techniques.

Les marques de fabricants désignées éventuellement dans le descriptif sont données à titre indicatif.

ARTICLE 8 - PRESCRIPTION DES DESCRIPTIFS

Les prescriptions contenues dans le cahier des clauses techniques particulières ne doivent à aucun moment apparaître comme un obstacle à la réalisation des présents projets, et, en particulier les modes ou techniques de réalisation qui s'y trouvent ne sauraient en aucun cas fermer la porte à toute évolution, soit de technique, soit de fabrication, étant entendu toutefois que les travaux sont à effectuer dans le respect des règles de l'art.

Durant la période réservée à l'étude de prix, et en tout état de cause avant le dépôt de son offre, l'entrepreneur sera tenu de signaler par écrit au correspondant administratif, toute erreur ou omission qu'il pourrait relever ainsi que toute anomalie qu'il estimerait préjudiciable à la bonne réalisation de l'ouvrage et à l'exécution des travaux de la présente consultation.

Un ouvrage doit donc satisfaire à l'usage que l'on en attend et présenter l'aspect et la technicité demandés. La façon d'y parvenir et les moyens employés restent du domaine de l'entrepreneur à condition qu'à aucun moment la qualité des projets n'aient à en souffrir.

ARTICLE 9 - CONDUITE DE CHANTIER

L'entrepreneur doit soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage le type d'installation de chantier et l'implantation qu'il envisage de réaliser.

L'entrepreneur doit prévoir toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des travaux et notamment :

- l'amenée et le repli des installations de chantier ;
- les moyens de levage y compris pose, dépose et enlèvement ;
- le nettoyage du chantier pendant et en fin d'exécution des travaux, à toute fin que le chantier soit en permanence propre et contribue à la sécurité des personnes ;
- le respect du règlement de voirie ;
- l'élaboration de la planification et le respect des délais ;
- l'exécution des contrôles, essais, etc...

Conformément au 1.3 du CCAP, il devra fournir avant le début des travaux, sous peine de se voir interdire l'accès au site:

- liste nominative des personnels susceptibles de travailler sur le site avec copie de leur pièce d'identité ;
- carte grise des véhicules de l'entreprise devant accéder à la caserne de Gendarmerie.

9.1. Réunions de chantier

La fréquence des réunions de chantier sera décidée par le Maître d'œuvre lors de la première réunion de coordination de travaux.

L'entreprise désignera un responsable unique de chantier, qui devra assister à tous les rendez-vous de chantier et répondre à toutes les convocations du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage.

Le responsable du chantier devra nécessairement être nanti de tous les pouvoirs, en matière de décisions d'ordre techniques.

9.2. Dégradations & réparations

Toutes les dégradations aux installations de la caserne de gendarmerie, inondations, tuyauteries, câblage, gaines, chemin de câbles, ou matériels, bris de vitrage, brûlures sur menuiserie, espaces verts..liste non exhaustive, seront réparées aux frais de l'entreprise titulaire du présent marché.

Toute installation en état de fonctionnement au démarrage de chantier sera maintenue en état de marche après son repositionnement, à défaut sa réparation voire son remplacement seront à la charge et aux frais de l'entreprise.

ARTICLE 10 - NORMES ET RÈGLEMENTS PARTICULIERS

Les installations doivent être exécutées dans le respect des règles de l'art et conformément aux normes, décrets et arrêtés et DTU en vigueur à la date de remise de l'offre par l'entrepreneur.

ARTICLE 11 – INSTALLATION DU CHANTIER

11.1. Organisation de chantier

Lors de l'établissement du plan de prévention, il sera défini les emplacements :

- aire de stockage ;
- cantonnement ;
- aire de stationnement ;
- bennes de tri, protection diverses, etc...
- Un permis de feu sera établi autant que nécessaire.

Une signalisation, **adaptée à l'avancement du chantier**, sera posée et maintenue en état durant toute la durée des travaux.

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du public. A cette fin, il devra la pose, l'entretien et l'adaptation à l'avancement du chantier des éléments de protection autorisés par le maître d'ouvrage.

11.2. Alimentation en électricité

L'alimentation principale et son branchement nécessaire pour les besoins du chantier sont à la charge de la présente entreprise. La consommation est à la charge du Maître d'Ouvrage.

11.3. Alimentation en eau

L'alimentation principale et son branchement nécessaire pour les besoins du chantier sont à la charge de la présente entreprise. La consommation est à la charge du Maître d'Ouvrage.

11.4. Accès chantier

L'accès au chantier se fera par l'entrée principale de la caserne qui sert également d'accès aux occupants. En conséquence , les risques d'interférences seront pris en compte et les zones de manœuvre et de stationnement seront définies dans le plan de prévention. Une pièce d'identité des personnes devant se rendre sur le chantier peut être demandée à tout moment pour effectuer un contrôle. Préalablement à l'ouverture du chantier chaque titulaire fera parvenir la carte nationale d'identité des personnels appelés à travailler sur le site, l'immatriculation et l'assurance des véhicules et le permis de conduire du conducteur.

11.5. Délimitation du chantier et signalisation

Conformément au plan de prévention établi dans le cadre du chantier, l'entreprise sera chargée de baliser et sécuriser les zones de travaux et de stockage, valant périmètre de sécurité en périphérie complète de la zone de stockage et de cantonnement. Des panneaux d'interdiction de pénétrer seront mis en place aux droits des zones de sécurité.

11.6. Locaux de chantier

L'entreprise satisfera à toutes ses obligations en matière de sanitaires, vestiaires et autres locaux, par la mise en place d'autant de locaux modulaires à positionner en relation avec le représentant du commandant de caserne.

11.7. Clauses environnementales - Gestion des déchets

Il est rappelé que les déchets de chantier de toutes natures feront l'objet d'un tri sélectif.

L'entreprise chargée de travaux assurera le triage et l'évacuation des déchets et gravois de toutes natures dans les décharges adaptées compris tous frais de tri, de transport et de décharge.

Pour les déchets autres que ceux en provenance des démolitions et dépose, l'entreprise assurera le triage sélectif des déchets et stockage dans les bennes ou conteneurs prévus à cet effet sur les aires de stockage.

Ce qu'il ne faut pas faire :

- Brûler les déchets sur les chantiers (loi 61-842 du 2 août 1961 et 92-646 du 13 juillet 1992).
- Abandonner ou enfuir des déchets quels qu'ils soient, même « inertes », dans des zones non contrôlées administrativement comme par exemple des décharges sauvages ou les chantiers.
- Mettre en centre de stockage de classe 3 des déchets non « inertes » (loi 92-646 du 13 juillet 1992).
- Laisser les déchets spéciaux sur le chantier.

Le tri sera effectué au plus près des sources de production.

Le titulaire s'acquittera de son obligation de tri sélectif en déposant leurs déchets pré-triés dans les bennes prévues à cet effet sur une aire spécifique.

Modalités de suivi de la gestion des déchets :

L'entreprise apportera au maître d'ouvrage la preuve de la destination des déchets et de la conformité à la réglementation de cette destination. Pour cela le(s) bordereau(x) de suivi de déchets joint(s), devront être intégrés dans le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés).

Si l'entreprise ne souhaite pas participer à la gestion des déchets mise en place sur le chantier car elle possède sa propre filière de traitement de déchets, elle devra fournir au maître d'ouvrage un justificatif.

ARTICLE 12 - CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le détail des travaux non limitatifs sous entendent toutes propositions et travaux de finition nécessaires à l'exécution des prescriptions conformément aux règles de l'art. Les quantités et les métrages énumérés dans les articles suivants sont fournis à titre indicatif et devront être rectifiés, si nécessaire, par les entreprises dans leur offre suite à la visite obligatoire.

12.1. Dispositions générales

L'exécution des ouvrages décrits au présent marché s'entend :

- toutes sujétions et travaux de finitions compris ;
- fourniture et pose de l'ensemble de la quincaillerie et autres accessoires divers nécessaires à la mise en œuvre des ensembles énumérés ci-dessous ;
- nettoyage et remise en état pouvant résulter des travaux effectués par l'entrepreneur ou des personnels intervenants pour son compte afin de donner un aspect fini aux installations.

Le titulaire devra tenir compte dans son offre des contraintes inhérentes à la réalisation des travaux dans une enceinte militaire en site occupé pendant la période d'exécution.

12.2 - Prescriptions de mise en œuvre

12.2.1 – Installation de chantier – Accès au chantier – Documents tenus

L'ensemble des installations de chantier (cantonnement, stockage des matériels et déchets, circulations, balisage et clôture) devront être parfaitement identifiés.

L'accès au chantier sera interdit à toute personne extérieure à l'entreprise, à l'exception du représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS éventuel, qui devront prendre toutes les mesures nécessaires de protection individuelle pour accéder aux zones de travaux.

L'entreprise tiendra sur le chantier l'ensemble des documents (rédigés en français) nécessaires à la réalisation des travaux, au contrôle des travailleurs, à la vérification des matériels utilisés, à l'utilisation et à la surveillance des équipements,

12.2.2 – Nettoyage de chantier

L'entrepreneur devra maintenir son chantier en état de propreté et en fin de chantier, il devra le nettoyage des éléments ayant fait l'objet de travaux ainsi que des zones de cantonnement, de stockage et de circulation.

12.3. Descriptif des travaux - caserne de Cassis – REFX : 147231

L'ensemble des travaux comprend toutes sujétions nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages, y compris les protections, les démontages, les remises en état, l'évacuation des gravats, la manutention, le nettoyage, la coordination entre corps d'état, ainsi que les mesures de sécurité et de propreté en site occupé.

Travaux préparatoires :

Mise en place des protections collectives et individuelles nécessaires (balisage, sécurisation du chantier, accès réglementé).

Plans d'implantations

Un plan de masse de l'ensemble des clôtures (fourni à titre indicatif en Annexe 2).

L'exécution des ouvrages décrits au présent marché s'entend :

- toutes sujétions et travaux de finitions compris ;
- fourniture et pose de l'ensemble de la quincaillerie et autres accessoires divers nécessaires à la mise en œuvre des ensembles énumérés ci-dessous ;
- **nettoyage et remise en état pouvant résulter des travaux effectués par l'entrepreneur ou des personnels intervenants pour son compte afin de donner un aspect fini aux installations.**

Contraintes particulières

Le titulaire susceptible d'utiliser des engins de chantier portera une attention à ce que les matériels soient en parfait état mécanique et ne présente aucune fuite d'hydrocarbure. L'utilisation de produits potentiellement polluants (pesticides, désherbants) sera proscrite.

Tout déversement accidentel d'hydrocarbure entraînera immédiatement l'arrêt du chantier et les services préfectoraux en seront immédiatement informés (D.D.A.S.S.)

L'entrepreneur s'assurera également des possibilités d'accès pour son matériel et ses engins, sur le site.

Le traitement des espaces verts sur l'ensemble de la périphérie doit se faire de façon uniforme.

Il sera privilégié le maintien des haies végétales, par élagage, ainsi que celui des arbres environnants. Si un abattage semble nécessaire, ce dernier se fera par démontage, avec une prise en compte de l'évacuation en décharge.

Dans le cas où la proximité de la clôture à déposer génère une difficulté majeure, par rapport aux pieds des arbustes et a fortiori des systèmes racinaires, l'entreprise devra communiquer ses préconisations pour l'abattage et l'essouchage des haies, arbustes ou arbres.

Le titulaire devra tenir compte dans son offre des contraintes inhérentes à la réalisation des travaux dans des enceintes militaires en site occupé pendant la période d'exécution. Les coupures d'électricité étant ainsi nécessaires pour isoler les circuits et raccorder les nouveaux équipements, les travaux seront planifiés afin de maintenir l'alimentation électrique des installations en toute sécurité en respectant les règles et normes électriques en vigueur pendant les heures ouvrées.

Les métrés et quantitatifs devront faire l'objet d'une vérification sur site.

Les métrés ou quantitatifs sont donnés à titre indicatif et doivent être vérifiés lors de la visite de site. Tous équipements démontés seront acheminés en décharge appropriée, aux frais de l'entreprise.

consistance des travaux

Les travaux consistent :

les travaux à réaliser comprennent l'installation et le nettoyage du chantier.

POINT IMPORTANT : la proposition devra détailler les mesures préconisées pour maintenir la caserne close, sécurisée et plus particulièrement en dehors de la période de travaux. Un système de clôture provisoire et renforcée sera impérativement proposé.

Les travaux d'élagage ou abattage de végétaux (arbres, haies...) ainsi que l'évacuation des déchets verts nécessaire à la réalisation des travaux sont à la charge du preneur.

Les travaux consistent :

L'enlèvement et dépose en décharge de l'ancienne clôture

La reprise des sols pour un aspect soigné

La création des massifs bétons pour soutenir les poteaux.

La fourniture et la pose de la nouvelle clôture (cf descriptif ci-dessous)

La fourniture et la pose de PIC de défense pour les portails et portillon

Le preneur devra effectuer l'ensemble des démarches administratives nécessaire à la réalisation des travaux.

Le preneur devra assurer le passage des piétons en sécurité sur le domaine public.

DESCRIPTIF TECHNIQUE DE LA CLÔTURE

Hauteur 2,20 m. **La hauteur minimum de la clôture à prendre en considération doit être atteint depuis l'extérieur.**

Clôture zone 1 (environ 92 ml – cf annexe 3) :

Clôture anti-escalade à claire-voie avec lames horizontales et superposées et n'offrent qu'un angle de vision orienté vers le haut. Le produit proposé ne devra permettre aucune accroche pour escalade.

Opacifiée : mini 80 %

Pics défensifs : OUI

- hauteur comprise entre 10 et 20 cm
- visible de l'extérieur de l'emprise

- la clôture résistera aux aléas et aux actions variables locales (**vents**, sismicité ...), la hauteur de la clôture devra être prise en compte ;

- couleur (RAL présent couramment sous forme de bombe aérosol), pour pouvoir repeindre si tagué ;

- de préférence en acier, voire en aluminium ;

- indémontable de l'extérieur ;

- hauteur avec pics défensifs : 2.20 m

La clôture doit être scellée dans le sol dans massif béton.

Des pics de défense devront être fournis et poser sur les portails et le portillon de la caserne.

- Fourniture et pose de panneaux « terrain militaire – défense de pénétrer » en métal – dimensions à définir avec le maître d'œuvre.

Nombre 10 à positionner sur le périmètre – en hauteur pour interdire de servir de point d'appui.

Fixés de façon durable et anti effraction. Hauteur de pose : 180 cm

- mise en place de pics de défense sur le portail, le portillon et les murets attenants

- adaptation d'une clôture rigide ou équivalent permettant d'avoir une hauteur de 2.20 m de part et d'autre du portail et du portillon.

Clôture zone 2 (environ 16 ml – cf annexe 4) :

Clôture en panneaux rigide 8/6/8 avec occultant à bandes horizontales à adapter sur le mur existant.

Opacifiée : mini 80 %

Pics défensifs : OUI

- hauteur comprise entre 5 et 20 cm
- visible de l'extérieur de l'emprise

- la clôture résistera aux aléas et aux actions variables locales (**vents**, sismicité ...), la hauteur de la clôture devra être prise en compte ;

- couleur (RAL présent couramment sous forme de bombe aérosol), pour pouvoir repeindre si tagué ;

- de préférence en acier, voire en aluminium ;

- indémontable de l'extérieur ;

- hauteur avec pics défensifs : 2.20 m (mur compris)

La clôture doit être scellée dans le mur existant. Il sera réalisé les travaux de finition et retouche pour garantir un aspect esthétique soigné notamment sur le mur.

- Galvanisé et thermolaqué

- la pose devra être réalisée de sorte qu'on ne puisse pas prendre appui sur le mur pour franchir la clôture. **La clôture doit affleurer la face extérieure du muret. Un décalage de 3 cm maxi est toléré.**

- mise en place de pics de défense sur le portail

Clôture zone 3 (environ 6 ml – cf annexe 4) :

Clôture en panneaux rigide 8/6/8 avec occultant à bandes horizontales.

Opacifiée : mini 80 %

Pics défensifs : OUI

- hauteur comprise entre 5 et 20 cm
- visible de l'extérieur de l'emprise

- la clôture résistera aux aléas et aux actions variables locales (**vents**, sismicité ...), la hauteur de la clôture devra être prise en compte ;

- couleur (RAL présent couramment sous forme de bombe aérosol), pour pouvoir repeindre si tagué ;

- de préférence en acier, voire en aluminium ;

- indémontable de l'extérieur ;

- hauteur avec pics défensifs : 2.20 m

La clôture doit être scellée dans le sol dans massif béton.

- Galvanisé et thermolaqué

ARTICLE 13 - REMISE DES INSTALLATIONS À LA FIN DES TRAVAUX

Elle sera prononcée lorsque l'ensemble des travaux sera reconnu terminé, conforme aux plans d'exécution, en bon ordre de marche et répondant aux normes. Il ne sera pas prononcé de réception provisoire.

Le titulaire du marché aura la responsabilité du nettoyage des ouvrages réalisés par ses soins et de l'évacuation de l'ensemble des gravas produits jusqu'à la réception de l'ensemble.

Durant les travaux, l'entrepreneur sera amené à évacuer divers matériaux en décharges publiques autorisées à ses frais. Il sera assuré un suivi des déchets avec récépissé.

Au cours des travaux, toutes les détériorations dues à des erreurs de manipulations qui pourront arriver sur l'environnement du chantier proprement dit, nécessiteront le remplacement ou la réparation à la charge de l'entreprise.

Toutes les dégradations sur des réseaux existants ou installations, occasionnées suite à des travaux, devront être reprises par le titulaire.

ARTICLE 14 - RÉCEPTION DES TRAVAUX

La réception sera conditionnée par la présentation du procès verbal de contrôle (voir supra) sans observations, visé par la maîtrise d'œuvre.

Elle sera prononcée lorsque l'ensemble des travaux sera reconnu terminé par le maître d'ouvrage, conforme aux plans d'exécution, en bon ordre de marche et répondant aux normes. Il ne sera pas prononcé de réception partielle.

La réception sera conditionnée par la présentation du procès-verbal avec ou sans réserve, visé par la maîtrise d'œuvre.

Le titulaire devra fournir les fiches techniques des produits et matériaux mis en place en deux exemplaires, l'un en version électronique au format PDF, et l'autre en version papier.

ARTICLE 15 – ANNEXES

Annexe 1 - DPGF

Annexe 2 - plan de masse

Annexe 3 - Zone 1

Annexe 4 - zone 2 et 3

Annexe 5 - Attestation de visite

Annexe 6 - Fiche SST